



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-barthélemy-d'anjou

Saint-barthélemy-d'anjou, le
14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir

5-7 rue des Piliers de la Chauvinière
44800 Saint-Herblain

Références : -
Code AIOT : 0006302575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir implanté ZA La Blaisonnaire 49140 Seiches-sur-le-Loir. L'inspection a été annoncée le 30/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plainte, suite de la visite d'inspection du 20 mars 2026

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir
- ZA La Blaisonnaire 49140 Seiches-sur-le-Loir
- Code AIOT : 0006302575
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC GRAND OUEST exploite un site dont l'activité est le tri-transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux et dangereux sur le site implanté Z.A de la Blaisonnaire 49 140 Seiches-sur-le-Loir.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Plainte
- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures d'urgence	Arrêté Préfectoral du 25/03/2026, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Codification des ballons d'eau chaude_rubrique 2711	Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Demande d'action corrective	1 mois
4	Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 19/03/2026, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que plusieurs mesures d'urgence prescrites par l'arrêté préfectoral du 25 mars 2026 n'avaient pas été mises en œuvre dans les délais, notamment en ce qui concerne le curage complet du fossé et la transmission des justificatifs.

Malgré des actions correctives engagées, celles-ci sont intervenues avec retard.

La nature du rejet demeure à ce jour non déterminée.

L'inspection considère que la société PAPREC GRAND OUEST n'a pas fait preuve de la réactivité attendue ni d'un suivi suffisant de la situation.

En conséquence, l'inspection propose l'engagement de suites pénales.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de renforcer ses conditions d'exploitation, notamment en matière de stockage des déchets et de dispositifs de rétention associés, afin de prévenir tout risque de déversement accidentel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2026, article 2
Thème(s) : Autre, remise en état du fossé
Prescription contrôlée : 2.2. Dès notification du présent arrêté, l'exploitant procède à la remise en état du fossé longeant la rue de l'Industrie en procédant au pompage, à l'évacuation et au traitement dans une filière adaptée et dûment autorisée des effluents et boues issus de la remise en état de ce fossé. L'exploitant réalise un nettoyage/curage de l'ensemble du réseau de récupération des eaux de ruissellement du site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un bilan des opérations de pompage, d'évacuation et de traitement des déchets ainsi que les bordereaux de suivi des déchets correspondants. Il transmet les justificatifs montrant le respect de ces dispositions ou de cette bonne remise en état dans un délai de 3 jours à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant nous informe des opérations réalisées depuis la dernière visite du 20 mars 2026 : <ul style="list-style-type: none">- réalisation de prélèvements d'EAU sur l'ensemble des 3 points de rejet,- fermeture de la vanne guillotine de l'avaloir du point de rejet n°3 pour contenir les eaux pluviales de à l'intérieur du site,- curage et pompage des réseaux internes et des séparateurs à hydrocarbures sur les 3 points de rejet par la société RECYDIS, filiale de PAPREC, L'inspection rappelle à l'exploitant qu'aucun document n'a été fourni à ce jour pour justifier de ces opérations. L'inspection constate à l'extérieur du site, en bordure de la rue de l'Industrie, que seule l'entrée de la buse a été dégagée de tout sédiment, le fossé n'ayant pas fait l'objet d'un curage sur le linéaire impacté par les dépôts boueux issus du rejet du point n°3. L'exploitant indique avoir rencontré des difficultés pour trouver un laboratoire accrédité COFRAC en mesure de réaliser les prélèvements de sédiments prescrits par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence. Ces prélèvements conditionnent la réalisation de l'opération de curage et de remise en état du fossé. L'inspection indique à l'exploitant qu'il existe des entreprises spécialisées en capacité d'intervenir en urgence. Elle rappelle également qu'il lui appartenait, le cas échéant, de se rapprocher de l'inspection afin d'ajuster, si nécessaire, le protocole de prélèvements et d'analyses des sédiments, au regard des contraintes techniques et des cahiers des charges proposés par les laboratoires. L'inspection précise que si une situation accidentelle majeure se présentait un jour sur son site,

L'exploitant devra être en mesure de réaliser des prélèvements environnementaux d'urgence.

L'exploitant indique qu'il a mis tout en œuvre pour répondre à la demande de l'administration. Il précise que c'est le laboratoire LANAE du groupe CARSO qui sera missionné pour prélèvement des sédiments et que leur intervention est prévue ce jour-même dans l'après midi.

L'inspection indique qu'il conviendrait de prendre contact avec la mairie de Seiches-sur-le-Loir pour l'intervention sur le fossé car c'est la collectivité qui en a la charge.

A l'intérieur du site, l'inspection constate que la vanne guillotine de l'avaloir du point de rejet n°3 est bien en position fermée et cantonne les eaux pluviales sur le site.

L'exploitant nous informe de l'avancée des recherches internes visant à déterminer l'origine des écoulements à l'origine des rejets. Selon les premiers éléments, ces écoulements trouveraient leur origine dans une opération de lavage d'une benne ayant contenu un feutre textile, lequel aurait été en contact avec un liquide.

L'inspection interroge l'exploitant sur la nature du liquide contenue dans la benne et qui aurait imprégné le feutre. L'exploitant nous précise que les investigations se poursuivent et que la cause profonde de l'évènement n'est pas établie.

Post-visite, l'exploitant précise par courrier électronique que des prélèvements de sédiments a été réalisé par la société VALBE le 31 mars et que le curage du fossé a été réalisé le 1^{er} avril par la société SARL GAUTIER.

Un bouchon sédimentaire, d'environ 3m3, a été extrait du fossé au droit du rejet et stocké en benne sur le site dans l'attente des résultats.

Le fossé a été curé sur environ 30 mètres linéaires.

L'exploitant nous transmet les justificatifs attestant des opérations menées sur le site depuis le 20 mars 2026 et des analyses en cours.

Les résultats des analyses d'eau et de sédiments ne seront pas disponibles avant un délai de 1 mois.

L'inspection considère que la société PAPREC GRAND OUEST n'a pas pleinement pris la mesure de l'urgence de la situation. Elle n'a pas mobilisé les moyens nécessaires pour y répondre avec la réactivité attendue, ni assuré un suivi régulier et circonstancié de son traitement auprès de l'inspectrice des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats des analyses en cours sur les matrices EAU et sédiments conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2026 prescrivant des mesures d'urgence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Codification des ballons d'eau chaude_rubrique 2711

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7
Thème(s) : Risques chroniques, codification déchets
Prescription contrôlée : Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a relevé la présence de 2 ballons d'eau (BEC) chaude stockés avec les déchets de métaux ferreux. L'inspection rappelle que les BEC doivent être classés en Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E) et entreposés de manière à préserver leur intégrité. Par ailleurs, certains ballons d'eau chaude (BEC) peuvent contenir des CFC ou HCFC et à défaut de justification, ils sont donc considérés comme des déchets dangereux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de classer les ballons d'eau chaude en déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et, à défaut de justification, de les gérer comme des déchets dangereux en les envoyant pour traitement dans une filière dûment autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
Thème(s) : Risques chroniques, stockage
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut

être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constats :

L'inspection constate que des rouleaux des rouleaux de papiers sont stockés autour de l'avaloir et baignent dans la flaque d'eau formée au droit d'un avaloir.

Des rouleaux de feutre textile sont également stockés au sol et exposés aux intempéries.

L'exploitant indique que cette situation ne poserait pas de difficulté, au motif que les papiers sont destinés à être broyés et ré-humidifiés en papeterie.

L'exposition à l'eau de pluie peut entraîner la dégradation des déchets et altérer leur qualité de valorisation et le contact avec des eaux stagnantes au droit d'un avaloir est susceptible de provoquer un entraînement de substances vers le réseau d'eaux pluviales.

L'inspection précise que l'absence de couverture et de maîtrise des écoulements est contraire aux bonnes pratiques de gestion des déchets.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'une case de réception de Déchets Industriels Banaux (DIB) à trier à proximité de l'avaloir. L'exploitant déplore les erreurs de tri dans les déchets qui lui sont remis.

Le jour de la visite, l'exploitant a identifié la présence de déchets non conformes : aérosols et bidons vides d'huiles. Ces déchets sont susceptibles de générer des écoulements de substances potentiellement polluantes, notamment des huiles, vers le réseau d'eaux pluviales du site.

A ce jour, et au vu des constats établis, l'inspection considère que les conditions d'exploitation ne permettent pas de garantir l'absence d'entraînement de substances polluantes vers le réseau d'eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles nécessaires afin de garantir à la fois la couverture adéquate des déchets et leur rétention efficace, de manière à prévenir toute dispersion dans l'environnement et à assurer une gestion conforme aux exigences réglementaires en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2026, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°307 du 21 septembre 2012 est remplacé par le paragraphe suivant: "Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées en cas d'incendie, d'accident ou de déversement accidentel sont raccordés à un dispositif de confinement et de rétention étanche, dimensionné pour recueillir l'intégralité des eaux d'extinction générées par un sinistre majeur sur les zones à risque. L'installation se compose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux ballons obturateurs (points 1 et 2) permettant la fermeture des réseaux de collecte, • Une trappe de confinement (point 3) isolant le réseau d'eaux pluviales, • Une pompe de relevage assurant le transfert des effluents vers les dispositifs de stockage, • Un groupe électrogène autonome (24 L d'essence sans plomb et 1,9 L d'huile synthétique 5W30) garantissant le fonctionnement du dispositif en cas de coupure électrique, • Deux bâches souples étanches offrant une capacité totale utile de 1 250 m³, • Un parking perméable pouvant être mobilisé en complément en cas de besoin pour un volume inférieur à 500 m³. <p>Les bâches de confinement sont implantées sur la parcelle ZW 350. En cas d'incendie, les obturateurs et la trappe de confinement sont actionnés afin de rediriger l'ensemble des eaux d'extinction vers les bâches souples. Les eaux collectées sont analysées avant tout rejet et, le cas échéant, évacuées vers une filière de traitement agréée. L'exploitant tient à jour une procédure interne de gestion des eaux d'extinction précisant les modalités d'activation du dispositif, les contrôles périodiques et la maintenance des équipements.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les eaux de ruissellement issues de la zone de stockage des DIB sont pour le moment confinées autour de l'avaloir du point de rejet n°3. L'inspection demande à l'exploitant de quelle façon il va gérer un épisode pluvieux si le point de rejet n° 3 n'est pas en mesure d'être remis en service. L'exploitant indique qu'il peut procéder au pompage de ces eaux le cas échéant et que les eaux pluviales seront dirigées en pente vers le parking à bennes autour du point de rejet n°2. Cette zone a été spécifiquement aménagée pour un usage de rétention.</p> <p>L'inspection indique qu'à l'heure actuelle cette zone est occupée par des bennes et du stockage</p>

de plastiques ce qui peut limiter le volume disponible de la zone.

Post-visite, l'inspection note que dernier plan de réseau fourni dans le porter à connaissance ne fait pas figurer le réseau permettant d'acheminer les eaux susceptibles d'être polluées vers les baches idoines, ni la justification du volume de rétention disponible au droit du parking à bennes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre un plan de réseau à jour, faisant apparaître l'ensemble des réseaux de collecte des eaux et les dispositifs permettant l'acheminement des eaux susceptibles d'être polluées vers les systèmes de rétention appropriés,
- justifier le dimensionnement et le volume de rétention disponible, notamment au niveau du parking à bennes, en lien avec les volumes susceptibles d'être générés en situation accidentelle,
- préciser les modalités de gestion des eaux polluées, notamment en cas d'incident (confinement, pompage, évacuation).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate que la porte bunker est grande ouverte comme lors de la visite du 20 mars dernier et que des chats errants continuent de circuler entre l'extérieur et le bunker.

Cette anomalie est signalée à l'exploitant, qui a indiqué en réponse que les gamelles des chats avaient été retirées depuis notre précédente visite.

La modélisation des flux thermiques, présentée dans les compléments du PAC daté du 31/10/26, précise que lors d'un scénario d'incendie généralisé dans le bunker de stockage des DD, l'ensemble des flux 8kW/m^2 , 5kW/m^2 , 2kW/m^2 , ne sortent pas des limites de propriété ni du

bunker et que le flux de 8kW/m² associé à l'effet domino ne touche aucun stockage. Cette conclusion est valable uniquement lorsque la porte du bunker est fermée. Aucune modélisation n'a été réalisée lorsque la porte du bunker reste ouverte.

Au regard des éléments constatés lors de la visite, il apparaît que les conditions d'exploitation du bunker de stockage des déchets dangereux ne sont pas conformes aux hypothèses retenues dans la modélisation des flux thermiques présentée dans les compléments du PAC du 31/10/2026, laquelle repose sur un bunker maintenu fermé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de prendre les dispositions nécessaires afin de garantir le maintien du bunker en configuration fermée en l'absence d'activités liées aux DD, conformément aux hypothèses de l'étude ;
- de mettre en place des mesures efficaces pour empêcher toute intrusion d'animaux dans le bunker;
- de justifier, le cas échéant, que les conditions réelles d'exploitation n'altèrent pas les conclusions de l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours